



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE X
Information, Communication, Culture, Audiovisuel
Centrale d'information
Analyse de l'opinion publique

LES ENJEUX DE L'ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE DANS L'OPINION PUBLIQUE

Olga Gille-Belova

Février 1998

TABLE DES MATIERES.

I. INTRODUCTION.	2
II. L'ELARGISSEMENT DE L'UE : UNE OPERATION CONTROVERSEE.	4
1. L'attitude des européens face aux conséquences de l'élargissement.	4
2. Les implications budgétaires de l'élargissement.	5
3. Les critères de l'élargissement.	6
4. L'élargissement: une priorité de l'UE?	7
5. La place de l'élargissement dans l'avenir de l'Union européenne.	8
6. La volonté d'accueillir de nouveaux pays membres.	8
III. LE SOUTIEN DES CITOYENS EUROPEENS EN FAVEUR DE NOUVELLES ADHESIONS.	10
1. L'opinion des européens sur l'idée de l'élargissement.	10
2. Un soutien différencié selon le pays candidats considéré.	11
3. La classification selon le degré de l'appui à l'adhésion des nouveaux membres.	18
4. L'évolution du soutien aux pays candidats à l'adhésion.	19
IV. LA NOTORIETE DE L'UNION EUROPEENNE DANS LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE.	21
1. Le soutien des citoyens des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.	22
2. Les effets prévisibles de l'adhésion dans les futurs Etats membres.	23
3. L'appréciation des activités de l'UE.	25
4. Les sources d'information sur l'UE.	26
V. CONCLUSION.	28
VI. ANNEXES.	29
A. Liste des graphiques.	29
B. Fiches techniques	30

LES ENJEUX DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE DANS L'OPINION PUBLIQUE

I. INTRODUCTION

L'élargissement à venir de l'Union européenne n'est pas en soi un nouveau défi . En effet, les Communautés européennes ont été confrontées à l'élargissement depuis l'aube de la construction européenne. La notion de coopération multinationale entre pays européens, que contiennent les Traités européens, impliquait la faculté pour l'UE de s'élargir. A la suite de la Deuxième Guerre Mondiale, les Communautés avaient pour l'objectif de réunir le plus d'Etats européens possibles dans un bloc économiquement et politiquement stable.

L'effondrement du communisme a donné une vigueur aux relations entre l'Union européenne et la plupart des Pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO). Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, c'est même une stratégie d'élargissement de l'Union qui a été mis en place. En juin 1993, le Conseil européen de Copenhague a convenu que les pays, qui au préalable avaient signé les accords d'association dénommés «accords européens», pourraient devenir à terme membres de l'Union. Depuis lors les neuf pays en question, à savoir la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Tchéquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ont déposé une demande d'adhésion¹. En décembre 1994, le Conseil d'Essen a défini une stratégie de pré-adhésion en trois volets : la conclusion d'accords européens bilatéraux, l'instauration d'un dialogue structuré avec des discussions multilatérales au niveau ministériel et la mise en œuvre du programme Phare. Enfin, en 1995, le Conseil européen de Madrid a fixé à la Commission européenne un calendrier pour la remise de ses avis sur les différentes demandes d'adhésion, après la conférence intergouvernementale de 1996-1997. La Communication de la Commission intitulée Agenda 2000 est venue en réponse à cette demande.

L'élargissement est certainement l'un des défis majeurs de l'Union européenne à la veille du XXI siècle. Il permettra d'étendre la zone de stabilité en Europe, contribuant ainsi à la paix et à la sécurité sur l'ensemble du continent. Il permettra également d'assurer la stabilité politique de l'Europe entière en créant les conditions d'un développement démocratique, stable et durable, en Europe de l'Est. L'expansion du marché intérieur, que l'élargissement à l'Est fera passer globalement de 370 à 480 millions de consommateurs, stimulera la croissance économique et offrira de nouvelles possibilités commerciales aux acteurs économiques. L'Union européenne élargie occupera une place plus importante dans le monde des affaires et aura plus de poids dans les négociations commerciales internationales.

¹ Chypre a aussi déposé la demande d'adhésion et il a été choisi en tant que candidat pour la première vague d'élargissement. Malheureusement, les données sur l'état de l'opinion publique à Chypre, au sujet d'élargissement, n'étant pas disponibles, nous ne sommes donc pas en mesure d'inclure ce pays dans la présente analyse, qui portera essentiellement sur les pays de l'Europe de l'Est.

L'élargissement à l'Est entraînera également une hausse des recettes et des dépenses budgétaires de l'Union européenne, quoiqu'il est difficile pour le moment d'évaluer son incidence globale sur le budget communautaire. Il est probable que les effets de l'élargissement se feront surtout sentir dans les domaines de la politique agricole commune et des politiques structurelles, qui sont les deux postes de dépense les plus importants de l'Union européenne. Cependant, les problèmes posés par cet élargissement ne relèvent pas uniquement de la dimension économique. L'intégration des nouveaux Etats membres remet en question l'organisation politique de l'Union européenne. Il est inévitable que l'accroissement du nombre des Etats membres impliqués dans le processus de prise de décision complique et prolonge la procédure. Les institutions ne peuvent pas absorber plus de participants sans changer considérablement leur mode de fonctionnement.

Le présent rapport s'articule autour de la position de l'opinion publique, respectivement dans les pays membres de l'UE et dans les pays d'Europe de l'Est candidats à l'adhésion, quant à un élargissement éventuel de l'Union européenne.

Dans le premier chapitre seront examinés les thèmes liés à l'élargissement, tel que les critères de choix des pays candidats, les conséquences éventuelles de l'élargissement, l'importance de l'élargissement dans l'avenir de l'Union et sur l'échelle des actions prioritaires de l'UE.

Le deuxième chapitre sera quant à lui consacré à l'analyse des taux de soutien reçus pour chaque pays candidat, ainsi qu'à la comparaison des taux de soutien des différents vagues d'adhésion.

Dans le chapitre final nous examinerons les attitudes qui prédominent dans l'opinion publique des pays de l'Est à l'égard de l'UE et d'une éventuelle adhésion. On analysera, également l'image de l'UE et les sources d'information sur les activités de l'Union auxquelles recourent les citoyens des pays de l'Europe de l'Est.

II. L'ÉLARGISSEMENT VERS L'EST: UNE OPÉRATION CONTROVERSÉE

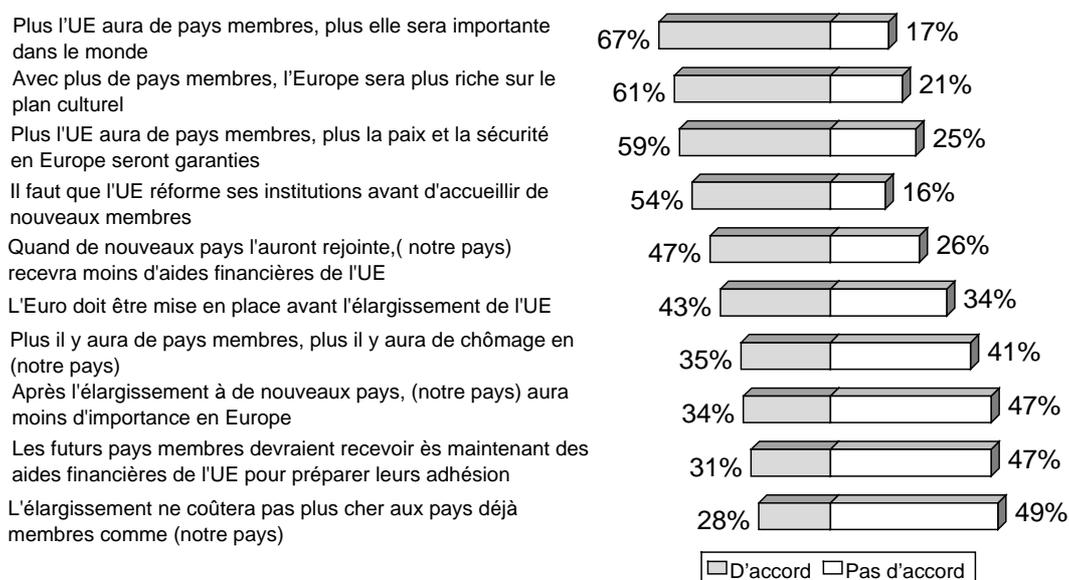
Dans ce chapitre on analysera l'opinion des européens sur les différents sujets liés à l'élargissement. Cela permettra de voir quelle place l'élargissement occupe dans les préoccupations actuelles des citoyens européens et quel rôle il pourra jouer dans l'avenir de l'Union. On analysera également l'opinion des européens sur les critères que doit remplir chaque pays souhaitant adhérer à l'UE, ainsi que les implications budgétaires qui pourra entraîner l'élargissement. Nous examinerons aussi le soutien donné aux différents pays candidats par les citoyens européens.

1. L'attitude des européens face aux conséquences de l'élargissement

Interrogés sur perspectives de l'élargissement de l'Union, deux tiers des européens (67%) considèrent que plus l'Union européenne aura de pays membres, «plus elle sera importante dans le monde», 61% partagent l'opinion qu'avec plus de pays membres, «l'Europe sera plus riche sur le plan culturel» et que «la paix et la sécurité en Europe seront garanties dans une plus grande mesure» (59%).

Graphique 1. Attitudes des européens vis-à-vis de l'élargissement de l'UE.

Question: *En pensant à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays d'Europe, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes?*



Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

Les Européens s'accordent sur la «nécessité d'introduire des réformes dans le fonctionnement des institutions européennes» (54%) et de «mettre en place la monnaie unique (43%), avant d'accueillir de nouveaux membres».

Les citoyens européens sont conscients du fait que la rentrée des nouveaux pays dans l'UE va avoir pour conséquence la «réduction des aides financières de l'UE à leur propre pays» (47%) et que l'élargissement entraînera des «coûts supplémentaires pour les pays membres» (49%). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 47% des citoyens européens s'opposent à la possibilité de «donner dès maintenant les mêmes aides financières de l'Union européenne aux futurs Etats membres».

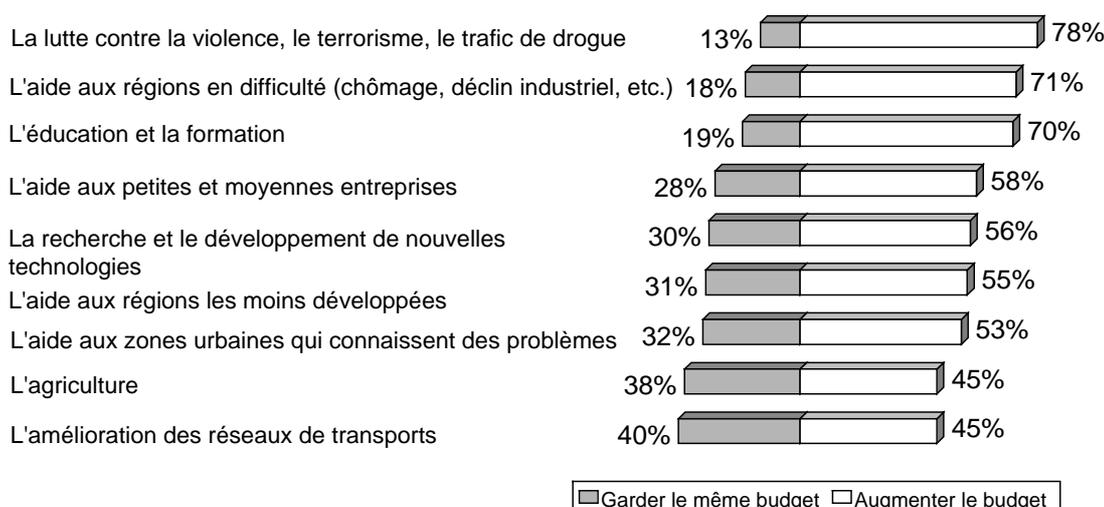
Les opinions sont partagées en ce qui concerne la place des pays respectifs au sein de l'Union: 47% des européens sont persuadés «qu'après l'élargissement leur pays n'aura pas moins d'importance» qu'auparavant, tandis que 34% considèrent que l'importance de leur pays diminuera. 35% des européens expriment la crainte que l'augmentation des pays membres amène une recrudescence du chômage, mais 41% sont d'un avis contraire.

2. Les implications budgétaires de l'élargissement

L'idée que l'élargissement nécessitera un partage des aides financières de l'UE entre plusieurs pays est largement acceptée par l'opinion publique communautaire. On peut constater, par ailleurs, que parmi les domaines prioritaires pour lesquels le budget pourra être augmenté se trouvent la lutte contre la violence, le terrorisme, le trafic de drogue (78%), l'aide aux régions en difficulté (chômage, déclin industriel, etc.) (71%), l'éducation et la formation (70%), l'aide aux petites et moyennes entreprises (58%), la recherche et le développement de nouvelles technologies (56%), l'aide aux régions les moins développées (55%), l'aide aux zones urbaines qui connaissent des problèmes (53%), l'agriculture (45%) et l'amélioration des réseaux de transports (45%).

Graphique 2. Implications budgétaires de l'élargissement.

Question: *S'il y a élargissement, les aides financières de l'Union européenne seront partagées entre plus de pays. Pour chacun des domaines suivants, lequel de ces deux choix feriez-vous?*



Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

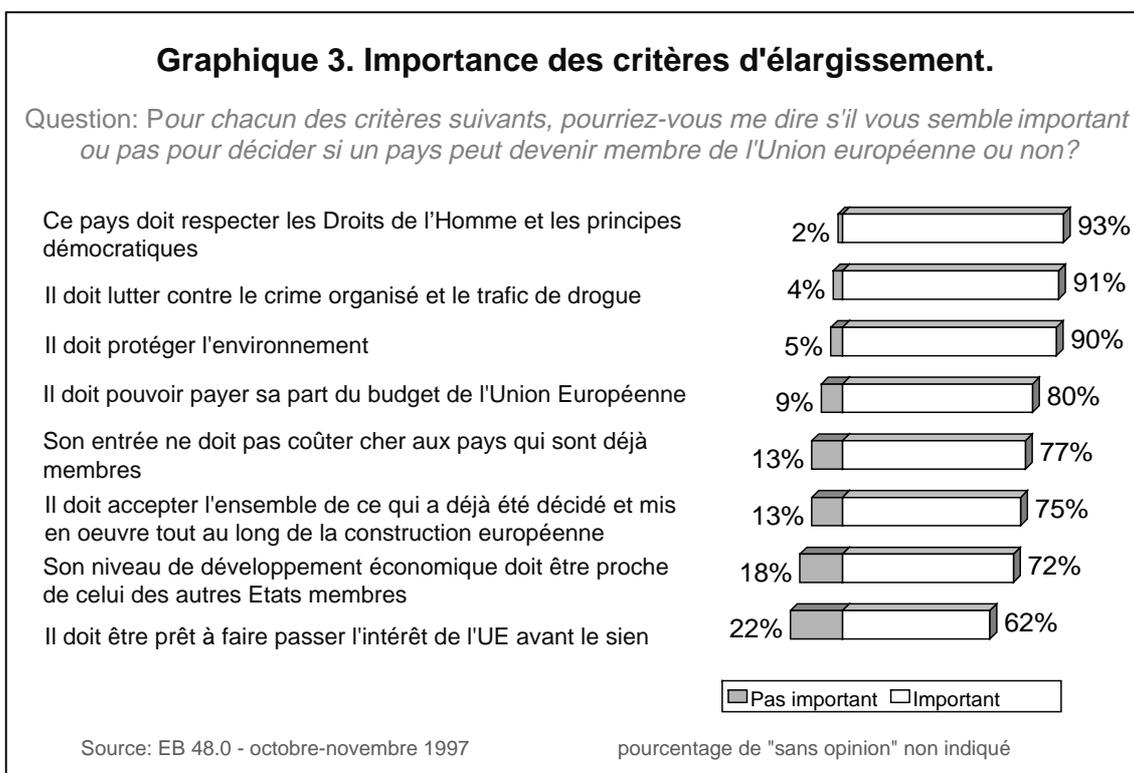
pourcentage de "sans opinion" non indiqué

L'opinion européenne paraît moins sensible à la nécessité d'augmenter le budget dans les domaines de l'aide aux petites et moyennes entreprises (58%), de la recherche et du développement de nouvelles technologies (56%), de l'aide aux régions les moins développées (55%) et de l'aide aux zones urbaines qui connaissent des problèmes (53%).

Parmi les domaines qui nécessiteront d'après les européens l'augmentation des recettes fiscales, quoique dans une moindre mesure, se trouvent l'agriculture (45% des européens se prononcent pour l'augmentation du budget contre 38% qui préfèrent garder le même budget) et l'amélioration des réseaux de transport (respectivement 45% contre 40%).

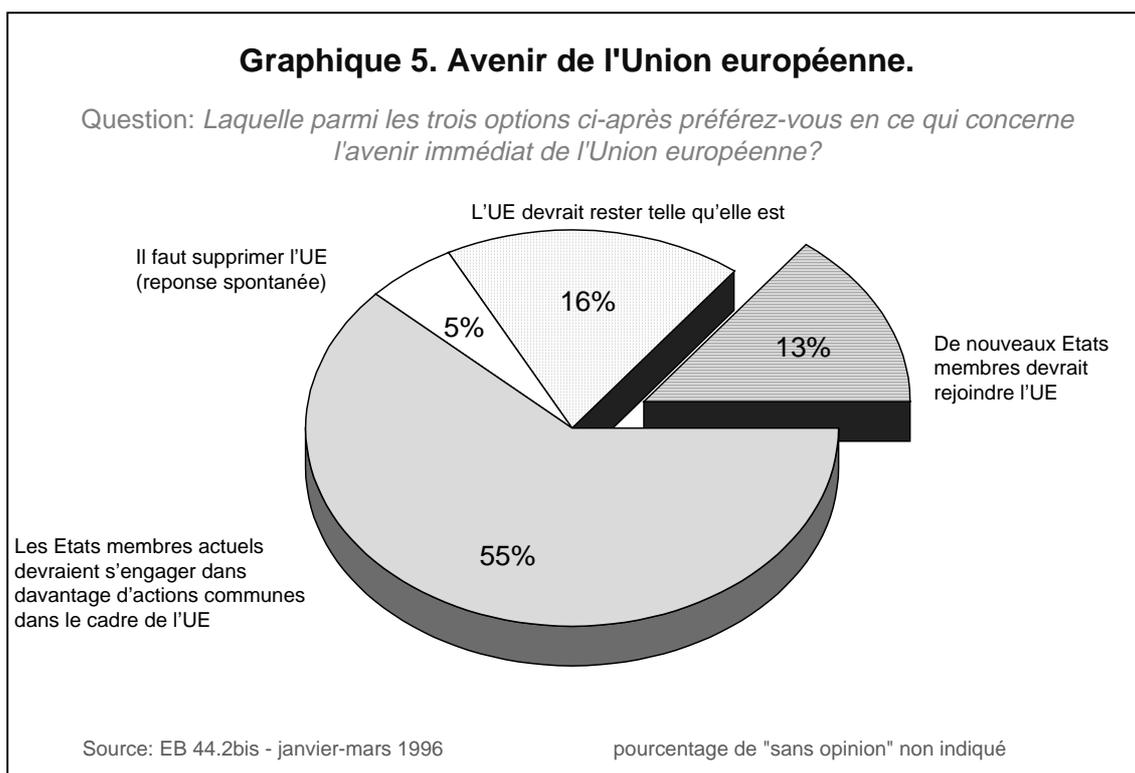
3. Les critères de l'élargissement

Parmi les exigences auxquelles doivent satisfaire les pays candidats pour devenir membres de l'UE, le respect des Droits de l'Homme et des principes démocratiques apparaît comme un des plus importants aux yeux des citoyens européens (93%), ainsi que la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue (91%) et la protection de l'environnement (90%).



5. La place de l'élargissement dans l'avenir de l'Union européenne

Une majorité importante des citoyens de l'UE préféreraient que les Etats membres actuels s'engagent dans davantage d'actions communes dans le cadre de l'UE (55%), 16% estiment que l'Union doit rester telle qu'elle est, et uniquement 13% considèrent comme une perspective importante pour le développement de l'Union l'accueil de nouveaux Etats membres.

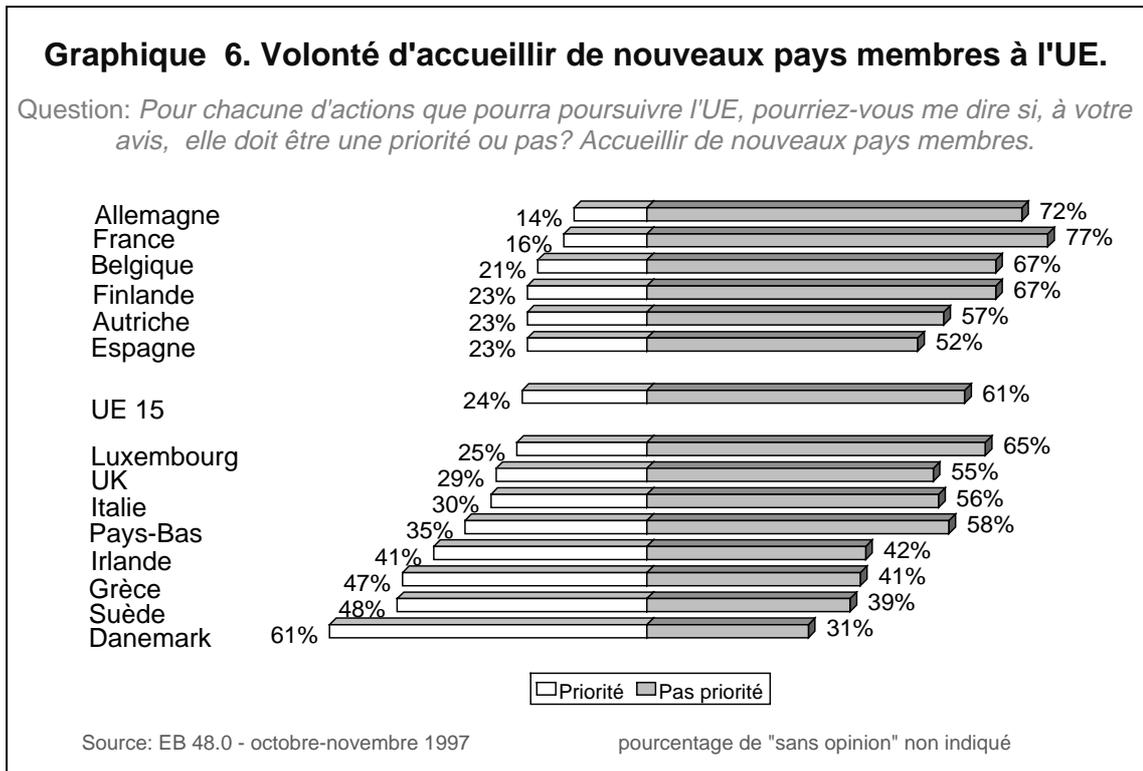


6. La volonté d'accueillir de nouveaux pays membres

Les graphiques utilisés ci dessus se réfèrent à une moyenne européenne qui cache souvent de grandes divergences entre des citoyens des différents Etats nationaux. Pour approfondir cette analyse, il faut comparer les données des différents pays, ce qui permet de tracer des lignes de fracture.

Si la moyenne européenne approuvant l'accueil de nouveaux pays membres est de 25%, cette moyenne recouvre en réalité des opinions très variées : 61% de Danois considèrent l'élargissement comme prioritaire, tandis qu'uniquement 14 % d'Allemands partagent ce point de vue.

Au-dessus de la moyenne européenne on trouve un certain nombre de pays, comme par exemple la Suède (48%), la Grèce (47%), l'Irlande (41%) ou les Pays-Bas (35%). Parmi les pays qui expriment une opinion proche de la moyenne on trouve l'Italie (30%), la Grande-Bretagne (29%), le Luxembourg (25%), l'Espagne, l'Autriche, la Finlande (23% dans les trois derniers Etats). Belgique (21%), France (16%) et Allemagne (14%) sont les moins disposés à s'occuper des questions liées à l'élargissement.



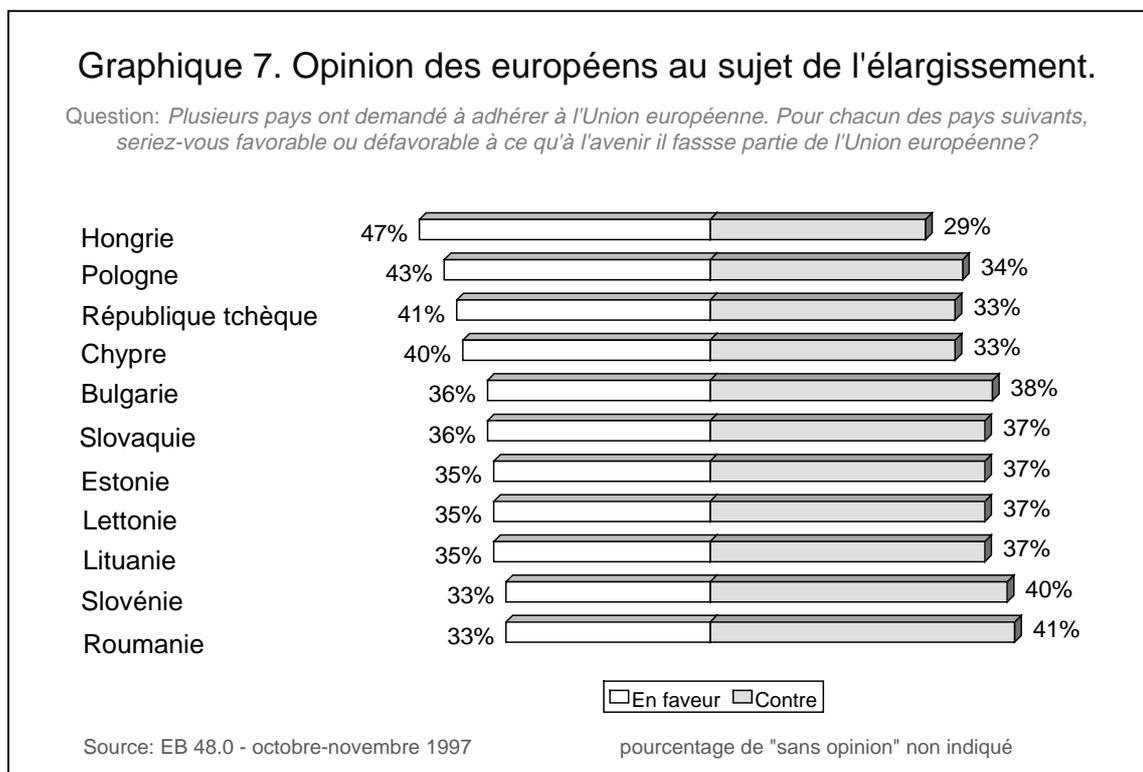
L'importance du facteur géographique pour l'appréhension de l'élargissement implique d'approfondir l'analyse, en comparant le soutien à l'élargissement qui existe dans les différents Etats membres de l'Union européenne.

II. LE SOUTIEN DES CITOYENS EUROPÉENS EN FAVEUR DE NOUVELLES ADHÉSIONS

Dans le présent chapitre nous examinerons l'opinion des citoyens européens sur les possibilités d'adhésion de nouveaux membres dans l'UE, et plus précisément sur chaque pays candidat. Cet examen doit être accompagné de la recherche des différences significatives, liées aux enjeux géopolitiques, entre les différents pays de l'UE dans leur soutien aux pays candidats à l'adhésion. Dans une perspective comparative, il sera par ailleurs utile de comparer les taux de soutien aux pays candidats en fonction de la vague d'élargissement considérée.

1. L'opinion des européens au sujet de l'élargissement

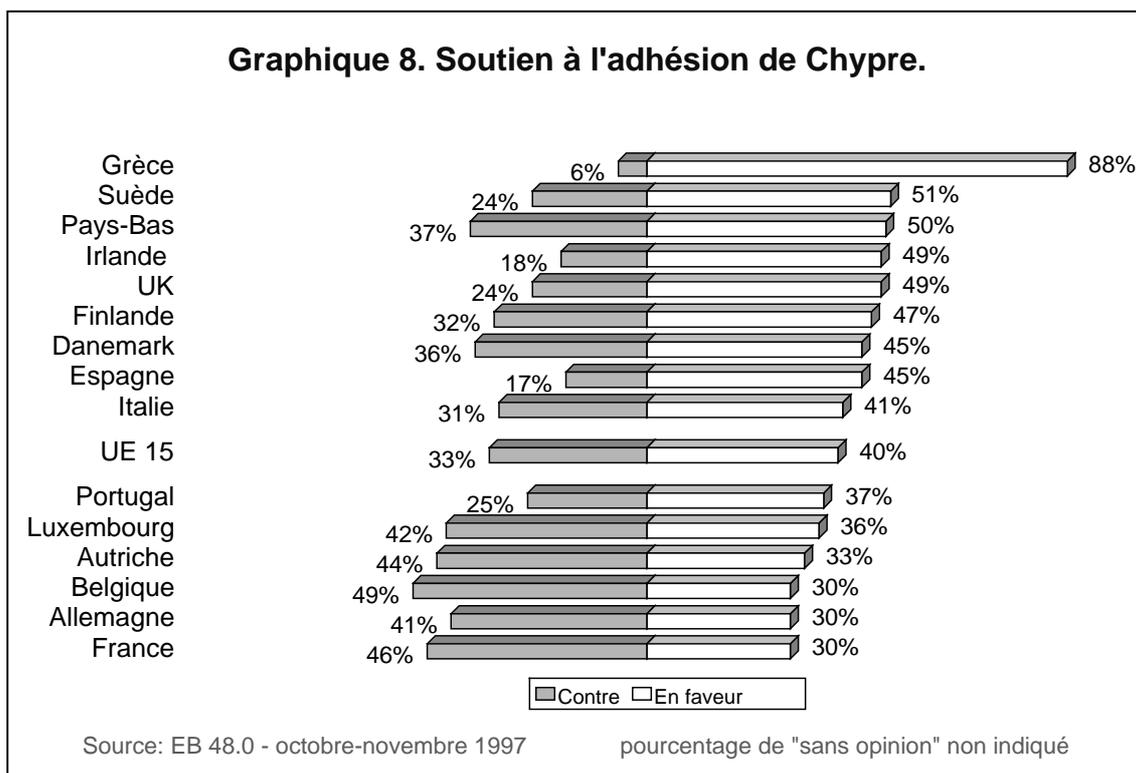
Le dernier sondage effectué par Eurobaromètre en octobre - novembre 1997 démontre que parmi onze pays, recommandés par la Commission européenne pour l'ouverture des négociations, l'opinion publique est seulement favorable à l'adhésion de quatre d'entre eux : Hongrie (47% de citoyens européens se prononcent favorablement contre 29% qui ne sont pas favorables à l'adhésion de ce pays), Pologne (43% contre 34%), République Tchèque (41% contre 33%) et Chypre (40% contre 33%).



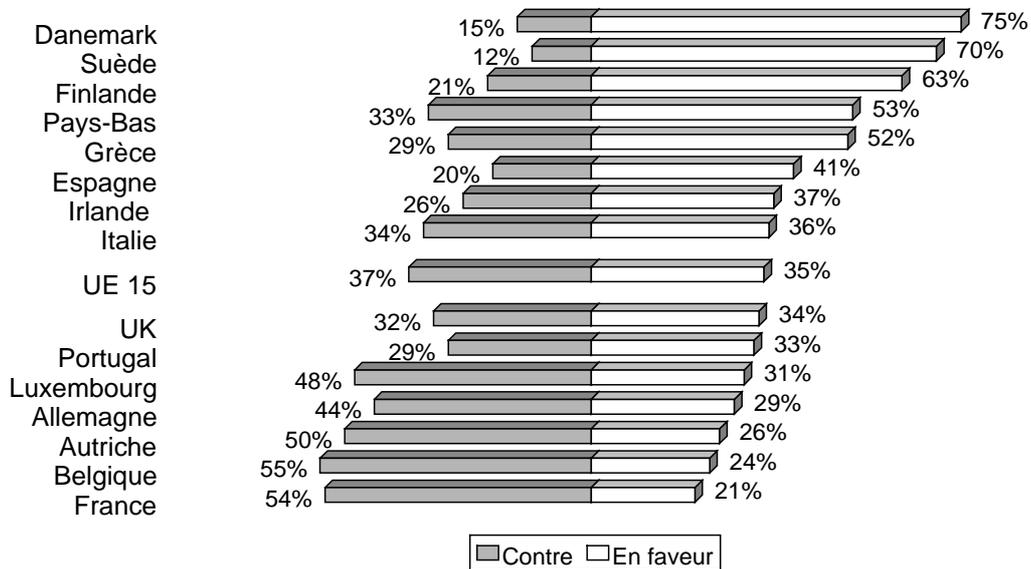
Pour tous les autres pays candidats, le pourcentage de personnes qui se prononcent contre leur adhésion est supérieur au nombre de personnes qui sont favorables à l'adhésion de ces Etats à l'Union européenne. C'est le cas de la Bulgarie (36% en faveur et 38% contre), de la Slovaquie (36% contre 37%), de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie (35% contre 37% pour tous les trois pays), de la Slovénie (33% contre 40%) et de la Roumanie (33% contre 41%).

2. Un soutien différencié selon le pays candidat considéré

Chypre est, parmi les candidats à l'adhésion, celui qui suscite le plus de divergences dans l'opinion publique: d'une part, son adhésion est soutenue par 88% de Grecs et uniquement par 30% de Belges, d'Allemands ou de Français. D'autre part, presque 50% de Belges, ainsi que 46% de Français et 44% d'Autrichiens se prononcent contre l'adhésion de Chypre.

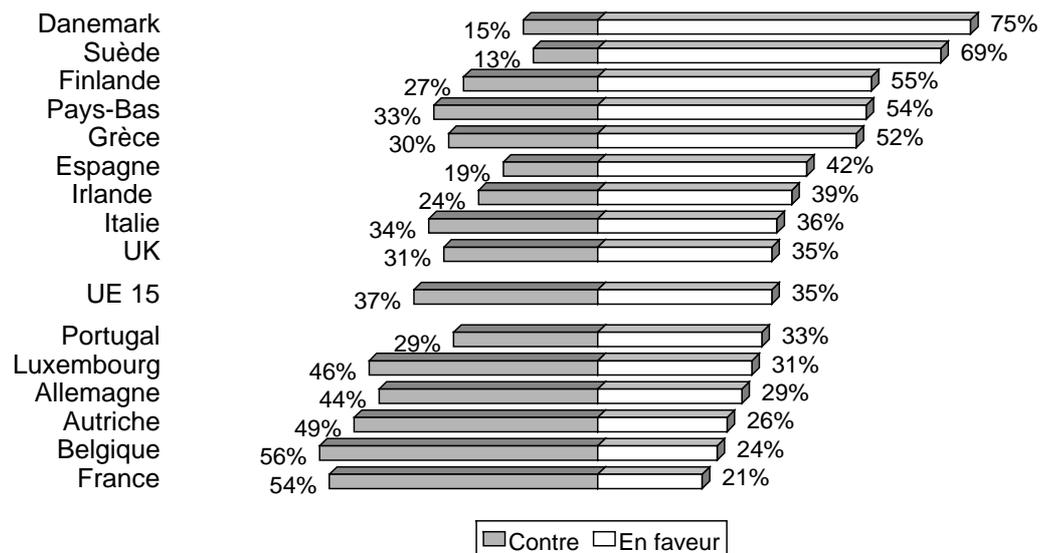


La situation de Chypre est comparable à celle des **pays Baltes**. Leur adhésion à l'Union européenne, d'un côté, est largement soutenue au Danemark et en Suède (entre 68% et 75%), de l'autre côté, plus de 50% de Français, de Belges et d'Autrichiens s'opposent à la rentrée de ces pays à l'UE.

Graphique 9. Soutien à l'adhésion de l'Estonie.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

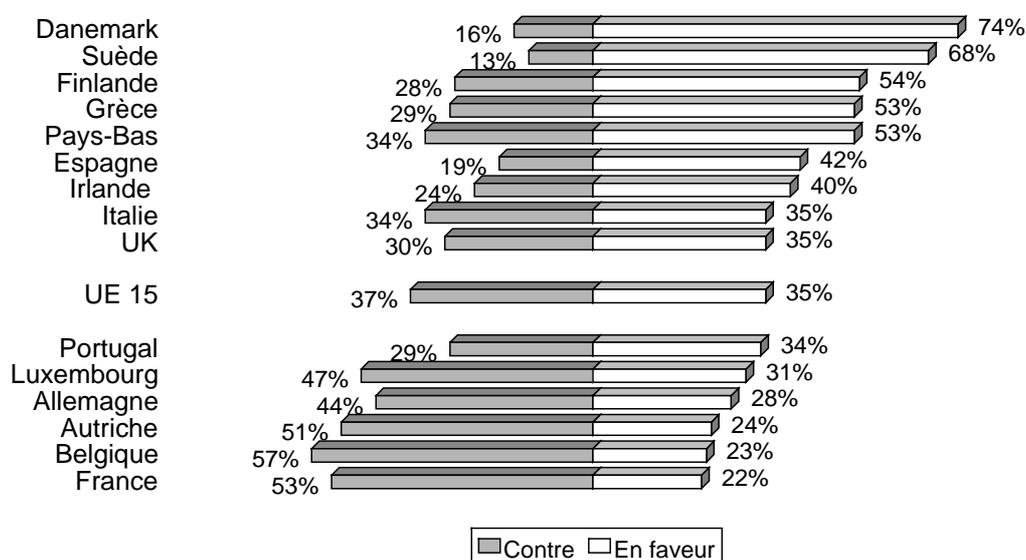
pourcentage "sans opinion" non indiqué

Graphique 10. Soutien à l'adhésion de la Lettonie.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

Graphique 11. Soutien à l'adhésion de la Lituanie.

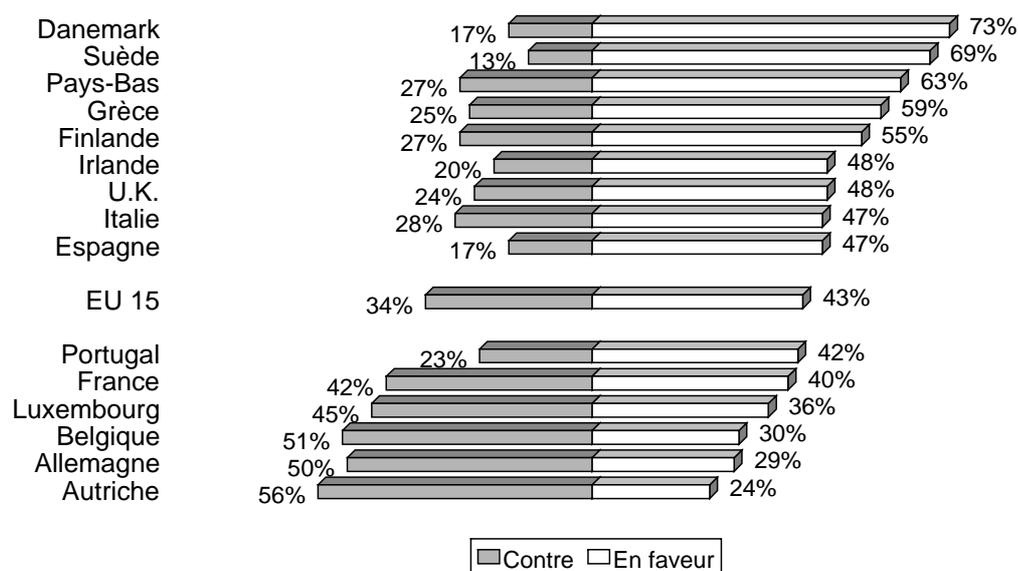


Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

Des divergences importantes se font jour également à l'égard de la **Pologne**. Plus de deux tiers des Danois, des Suédois et des Hollandais sont favorables à son adhésion, tandis que plus de 50% des Autrichiens, des Allemands et des Belges ne soutiennent pas candidature de cet Etat.

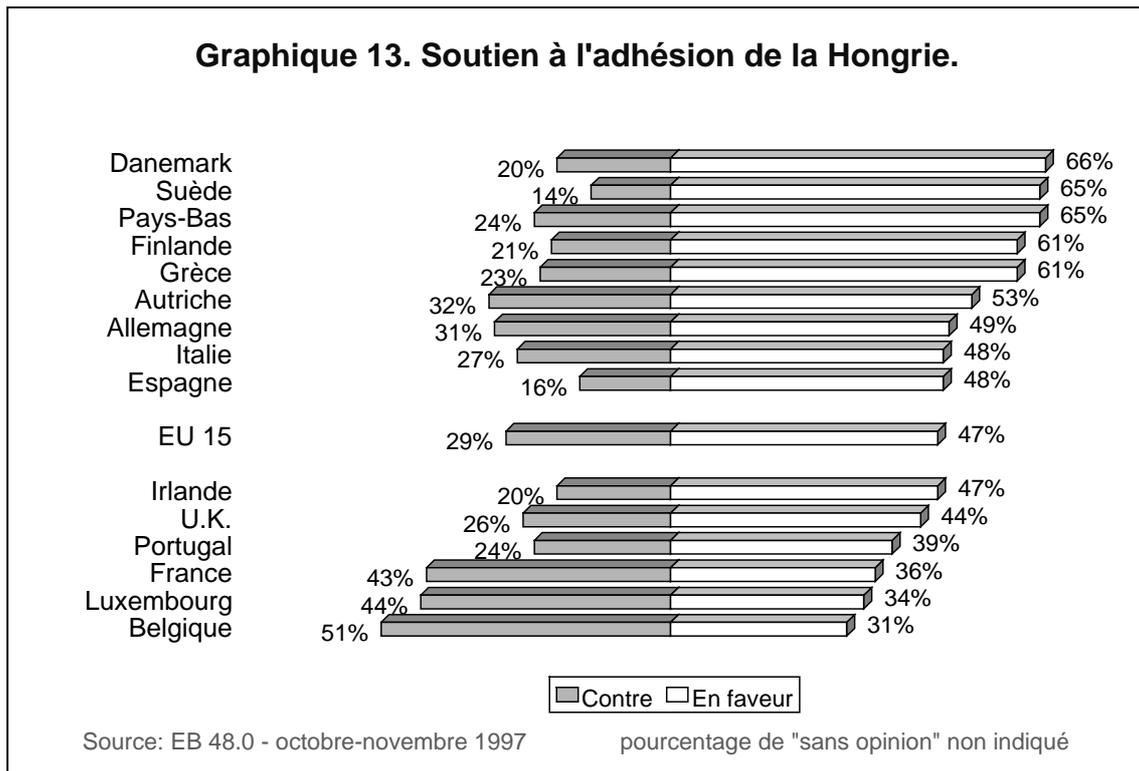
Graphique 12. Soutien à l'adhésion de la Pologne.



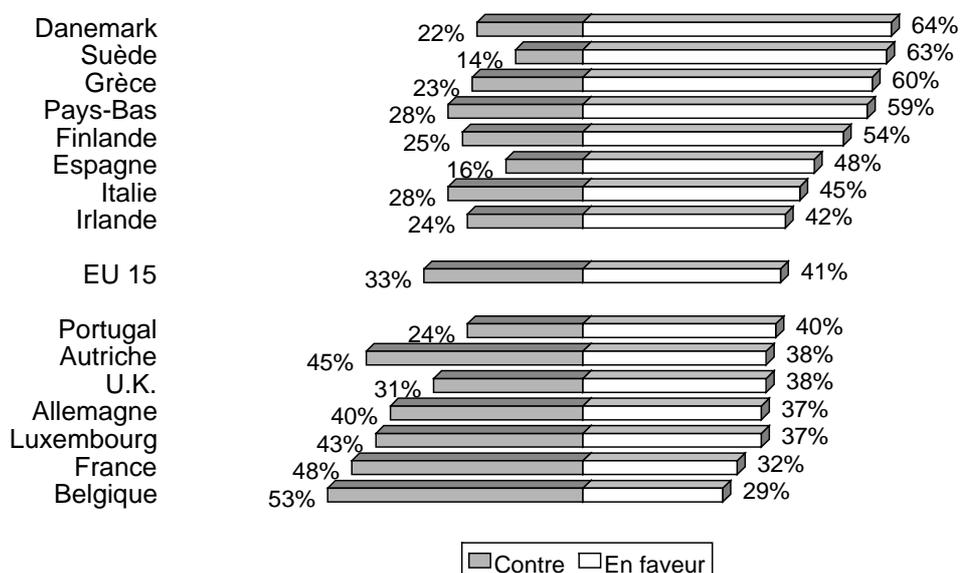
Source: EB 48.0. - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

La candidature la plus consensuelle est celle de la **Hongrie**, grâce à l'appui de ses voisins, c'est-à-dire de l'Allemagne (49%) et de l'Autriche (53%), qui se montrent beaucoup plus sceptiques à l'égard de l'adhésion d'autres pays, ainsi qu'à un soutien important dans les pays du Nord, 65% aux Pays-Bas et en Suède et 66% au Danemark, la Hongrie est le pays qui rassemble la plus large approbation dans l'opinion publique européenne, malgré l'opinion défavorable de 51% des Belges.



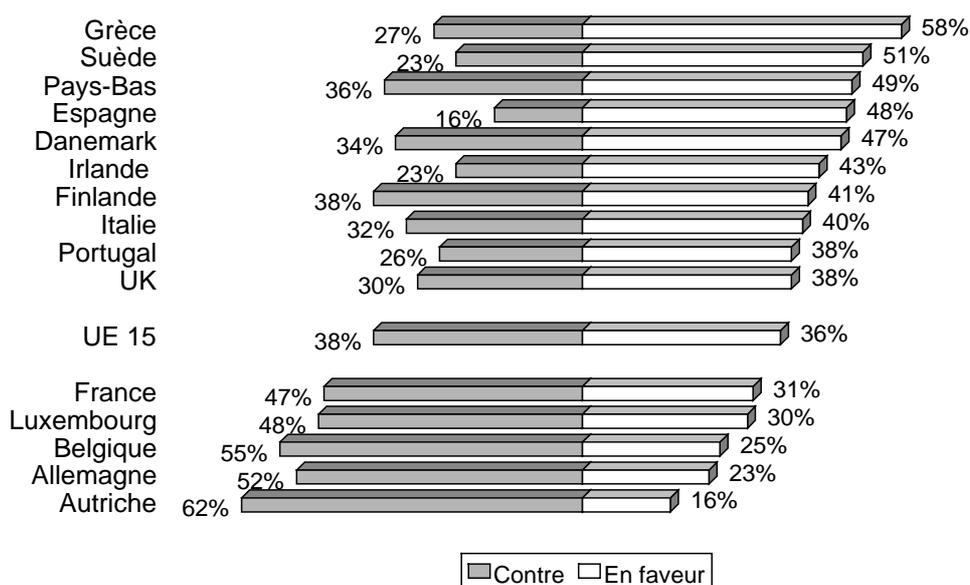
La **République Tchèque**, malgré un scepticisme persistant à son égard dans certains pays (40% d'Allemands et 45% d'Autrichiens s'opposent à son adhésion, ainsi que 53% de Belges et 48% de Français), reste malgré tout un Etat, dont l'adhésion est plutôt vue d'une façon favorable (41% des européens sont favorables à son adhésion contre 33% qui y sont opposés).

Graphique 14. Soutien à l'adhésion de la République Tchèque.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

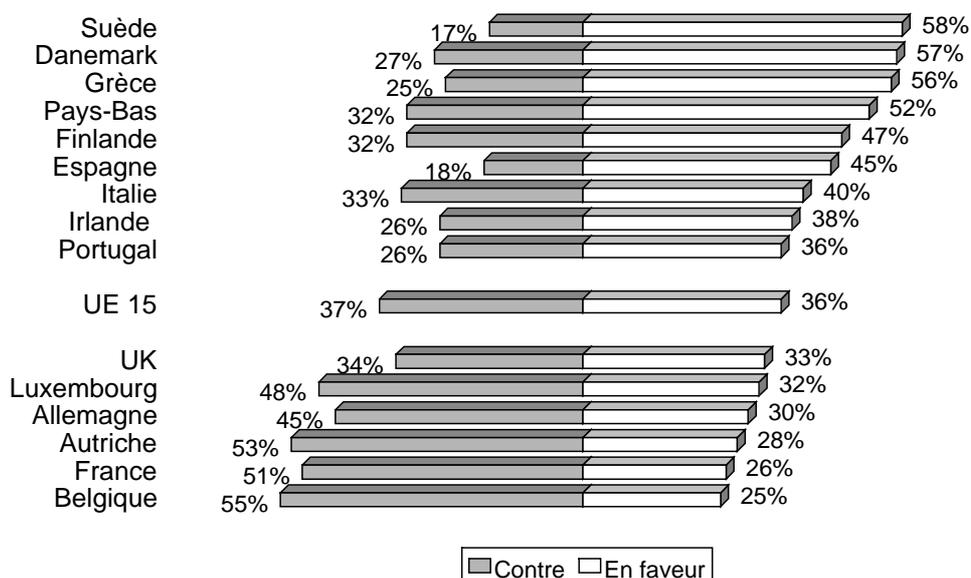
pourcentage de "sans opinion" non indiqué

En ce qui concerne la **Bulgarie** et la **Slovaquie**, leur adhésion est très contestée par les Autrichiens, les Allemands, les Belges et les Français (plus de 50% entre eux se prononcent contre. Jusqu'à 62% d'Autrichiens ne sont pas favorables à l'adhésion de la Bulgarie). Le soutien à leurs candidatures varie entre 49% et 58% dans des pays tels que la Suède, la Grèce et les Pays-Bas.

Graphique 15. Soutien à l'adhésion de la Bulgarie.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

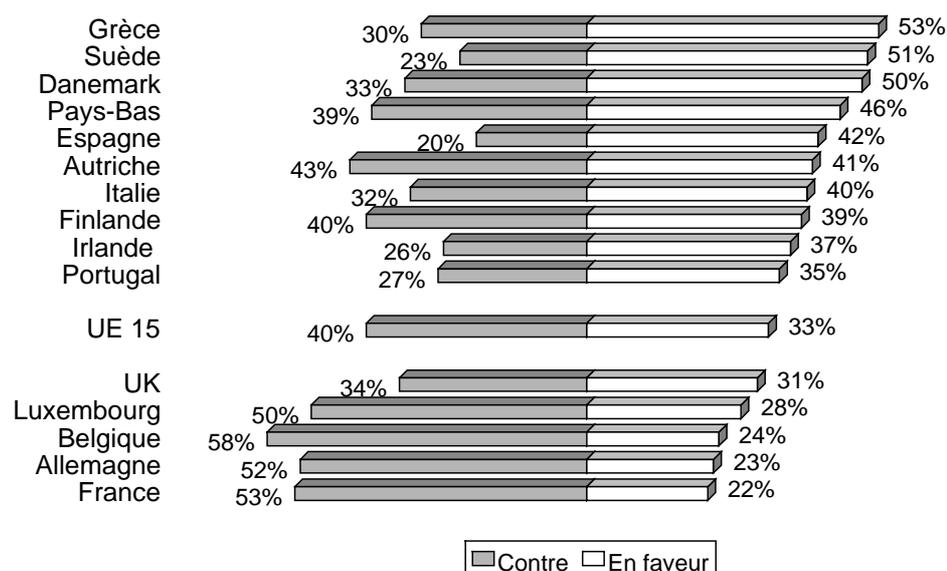
pourcentage de "sans opinion" non indiqué

Graphique 16. Soutien à l'adhésion de la Slovaquie.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

La **Slovénie** et la **Roumanie** sont les deux pays envers lesquels l'opinion publique est le plus défavorable : seuls 33% des européens soutiennent leurs candidatures, contre 41% qui s'y opposent. Parmi ceux qui sont extrêmement défavorables à la candidature de la Roumanie, on retrouve l'Autriche (67%), l'Allemagne et la Belgique (58%).

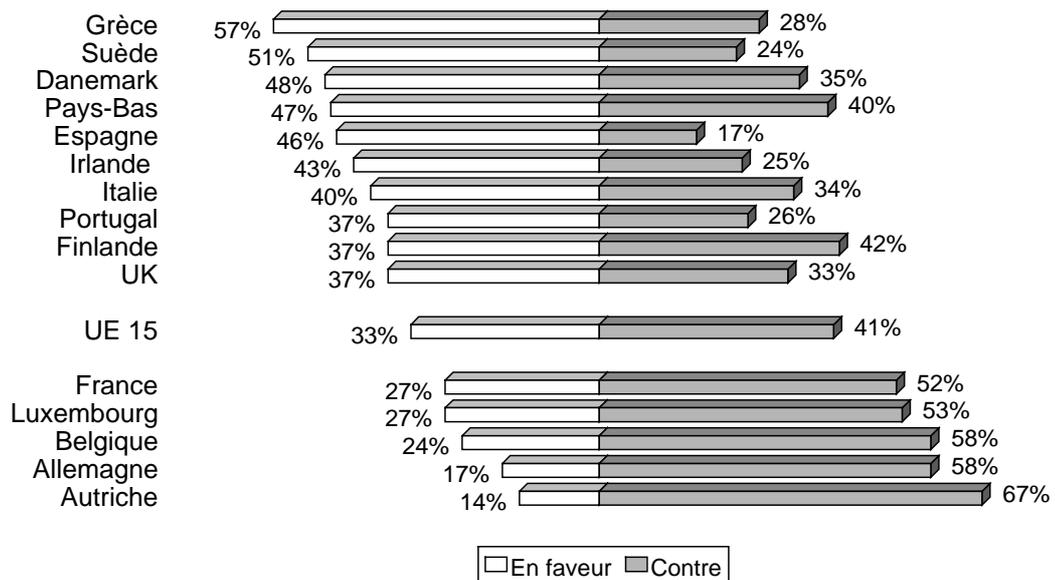
Graphique 17. Soutien à l'adhésion de la Slovaquie.

Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

L'adhésion de la Slovaquie est relativement mieux considérée par les Autrichiens (seuls 41% se prononcent contre), mais plus de 50% des Belges, des Luxembourgeois, des Allemands et des Français s'opposent à son adhésion. Bien que ces pays reçoivent un soutien dans les pays du Nord, en Grèce et en Espagne, même dans ces Etats il ne dépasse que rarement 50%.

Graphique 18. Soutien à l'adhésion de la Roumanie.



Source: EB 48.0 - octobre-novembre 1997

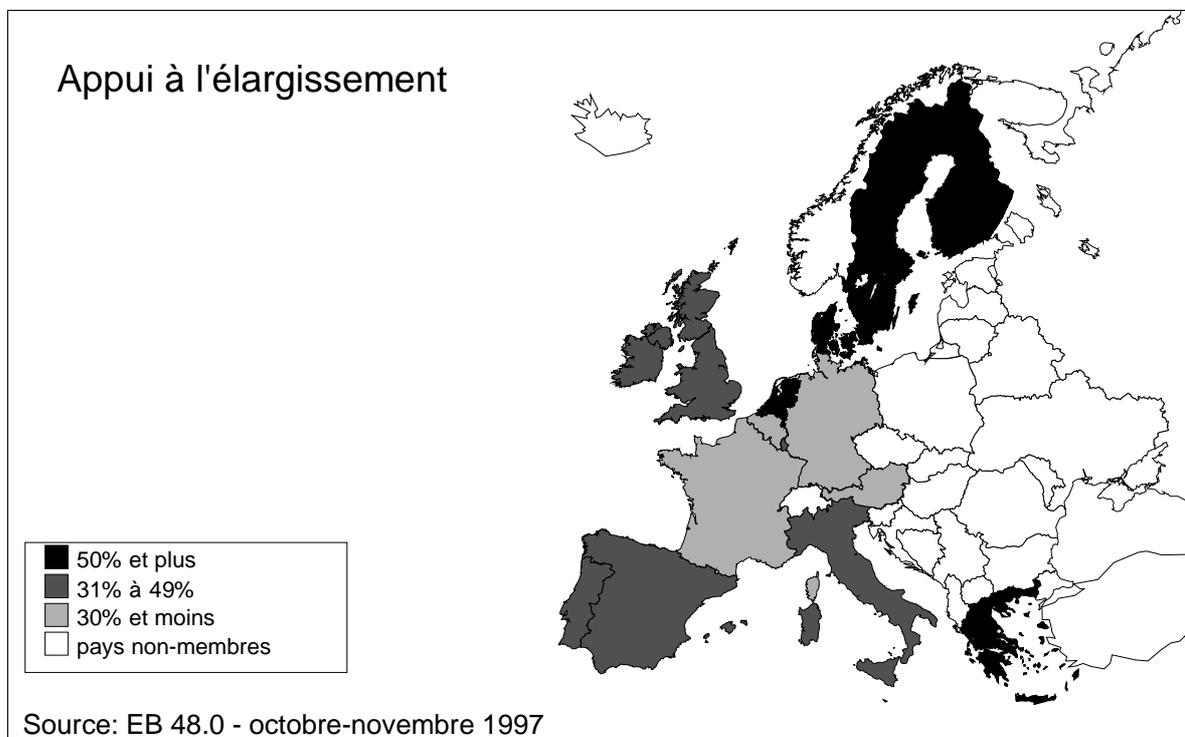
pourcentage de "sans opinion" non indiqué

3. La classification selon le degré de l'appui à l'adhésion des nouveaux membres

Outre les mesures permettant de se rendre compte du niveau global de soutien en faveur des différentes candidatures, on peut évaluer la position des citoyens de l'Union européenne à l'égard de l'élargissement en général.

Dans le cadre de cette analyse, le nombre moyen de résultats positifs doit être calculé pour chaque Etat membre. Une tendance générale se dégage : il existe un découpage en trois groupes de pays.

Reponses positives à l'élargissement					
30% et moins		31% - 49%		50% et plus	
Autriche	29%	Espagne	45%	Suède	61%
Allemagne	29%	Irlande	42%	Danemark	61%
France	28%	Italie	41%	Grèce	59%
Belgique	26%	UK	38%	Pays-Bas	53%
		Portugal	36%	Finlande	51%
		Luxembourg	32%		



Dans le premier, celui de «sceptiques de l'adhésion», on trouve la Belgique, la France et, sauf le cas exceptionnel du soutien à la candidature de Hongrie, l'Allemagne et l'Autriche. Dans ce groupe, la majorité de la population ne se prononce pas en faveur de l'adhésion des nouveaux pays dans le cadre d'un nouvel élargissement.

Le groupe des «optimistes de l'adhésion» est composé du Danemark, de la Suède, des Pays-Bas, de la Finlande et de la Grèce, où les citoyens sont en général plus favorables à l'adhésion des nouveaux pays membres.

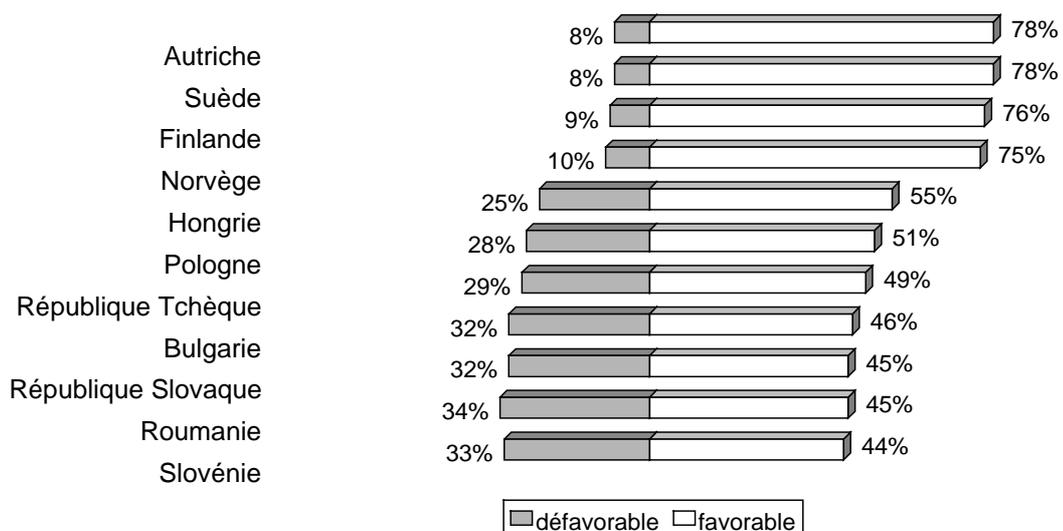
Le troisième groupe, dont les membres sont les plus proches de la moyenne européenne et où les opinions sont divisées d'une manière «équilibrée», inclue le Luxembourg, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande et l'U.K. et le Portugal.

4. L'évolution du soutien aux pays candidats à l'adhésion

Pour avoir une vision plus objective de l'élargissement dont il est ici question, il sera utile de le repositionner dans le contexte historique des élargissements depuis l'origine des Communautés. Dans ce but on peut, par exemple, comparer le taux de soutien à l'adhésion de nouveaux membres qui existait à la veille de l'entrée de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche dans l'UE avec les taux de soutien que reçoivent aujourd'hui les pays nouvellement candidats à l'adhésion.

Graphique 19. Soutien à l'adhésion des nouveaux membres à l'UE.

Question: *Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union Européenne?*



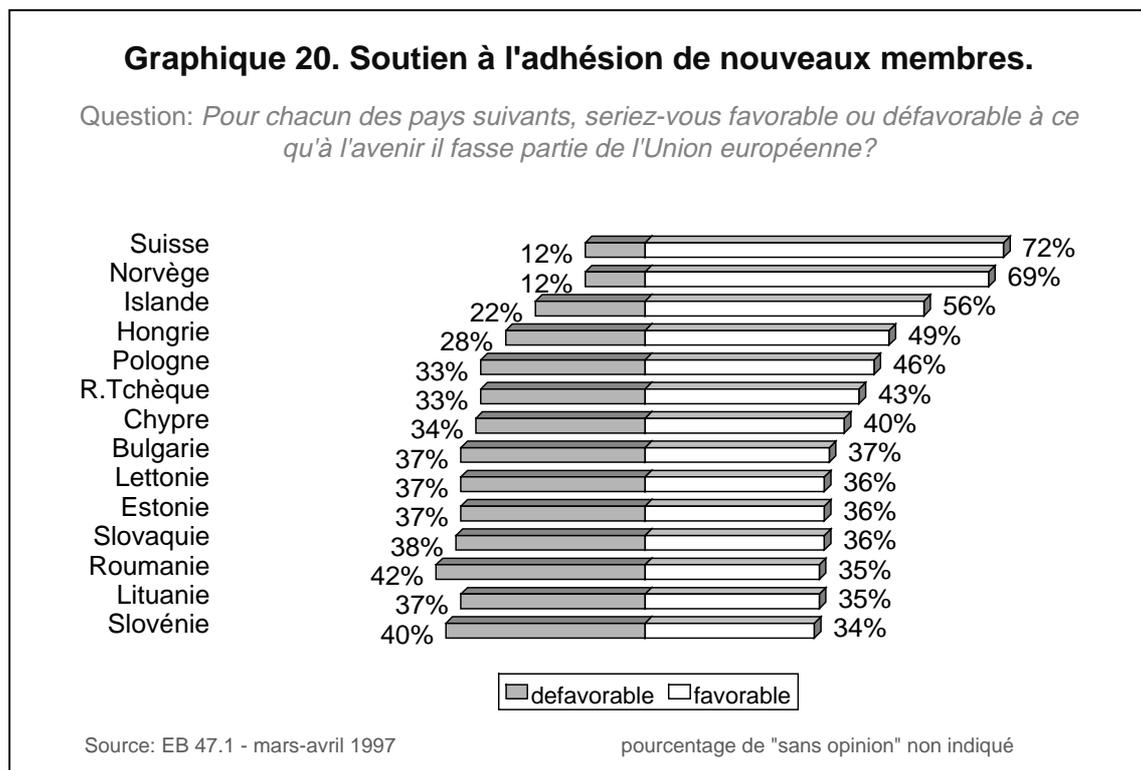
Source: EB 42.0 - octobre-novembre 1994

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

A l'automne de 1994 (Eurobaromètre 42), 78% des européens (représentés à l'époque par des citoyens de 12 pays membres) se prononçaient pour l'adhésion de l'Autriche, 78% pour l'adhésion de la Suède,

76 % pour l'adhésion de la Finlande.

Il sera intéressant de noter aussi le fait que les pays d'Europe, qui n'ont pas voulu rejoindre l'Union européenne, comme la Suisse et la Norvège profitent tout de même d'un taux très élevé de soutien à leur éventuelle adhésion. Lors de l'hiver 1996 (Eurobaromètre 47), 72% des européens se sont prononcés favorablement à l'adhésion de la Suisse et 70% à l'adhésion de la Norvège.



Le soutien accordé aux candidatures des pays candidats ne dépasse pas à l'heure actuelle 47% dans le meilleur des cas pour la Hongrie, et varie entre 33% et 43% pour les autres pays (cf. Graphique 2.1.)

Même s'il est difficile de comparer directement les données à cause des différences de formulation des questions et des différences de taille des échantillons de population interrogée, on peut cependant remarquer qu'en 1994 le soutien à certains pays d'Europe Centrale et Orientale, à l'époque non officiellement candidats, variait entre 44% et 55%.

IV. LA NOTORIÉTÉ DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Nous avons précédemment l'état de l'opinion publique des pays membres de l'Union européenne au sujet de l'adhésion de nouveaux membres. Mais l'élargissement est un processus qui nécessite un consentement bilatéral. Parfois, comme dans le cas de la Norvège, la volonté des hommes politiques du pays candidat et la faveur de l'opinion publique à l'intérieur de l'Union, ne coïncident pas avec le désir de la majorité des citoyens du pays candidat.

Dans ce troisième chapitre, on cherchera à appréhender l'image que se font les habitants des pays de l'Est de l'Union européenne, dans quelle mesure ils souhaitent que leur pays rejoigne l'UE, quelles conséquences et bénéfices ils attendent d'une éventuelle adhésion. On analysera également les sources d'informations dont disposent les citoyens des PECO concernant les activités de l'UE et l'avancement du processus d'élargissement.

1. Le soutien des citoyens des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne

En principe, la décision d'un pays de rejoindre l'UE, prise au niveau du gouvernement national, doit recevoir sa légitimation au cours d'un référendum, qui permet à tous les citoyens de se prononcer sur une évolution souhaitable de leur pays. Le sondage d'opinion effectué par l'Eurobaromètre d'Europe Centrale et de l'Est n°7 en octobre - novembre 1996 donne une image contrastée de ce qui pourrait montrer un référendum.

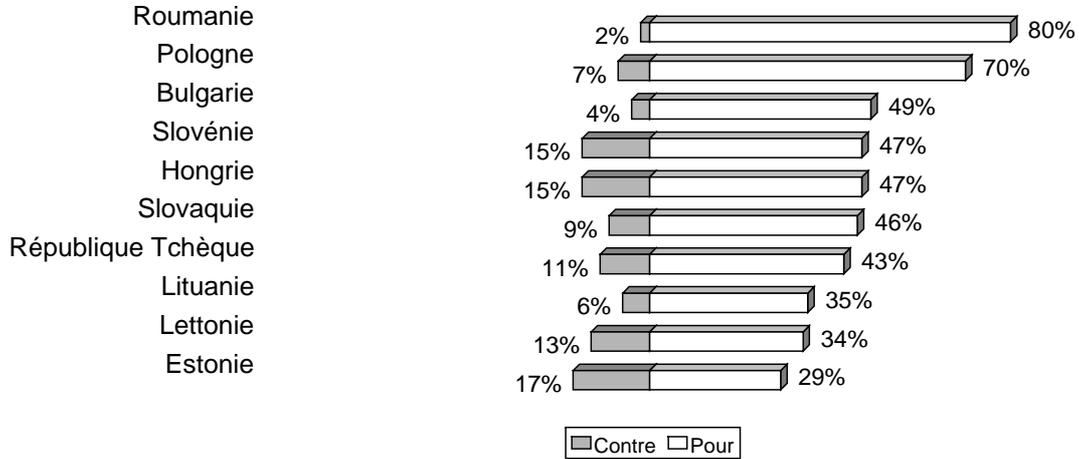
Le plus grand optimisme est exprimé dans un pays qui ne se trouve pas parmi les candidats de la première vague d'élargissement : 80% des roumains aimeraient que leur pays rejoigne l'UE. Ce souhait est également largement exprimé en Pologne, où 70% des citoyens sont prêts à voter pour l'adhésion à l'UE.

Dans les autres pays d'Europe Centrale, le taux de soutien à l'adhésion en cas de référendum est nettement plus faible. Il varie entre 43% et 49% en République Tchèque, en Slovaquie, en Hongrie, en Slovénie et en Bulgarie.

Les plus sceptiques sont les citoyens des pays Baltes : seuls 35% des Lituaniens, 34% des Lettons et 29% des Estoniens se prononceraient pour l'adhésion à l'UE. Pourtant, l'Estonie, où le soutien à l'adhésion est le plus bas, a été désigné parmi les cinq premiers candidats à l'élargissement, retenus par l'UE.

Graphique 21. Appui à l'adhésion à l'UE dans les pays candidats.

Question: *Si demain, il y avait un référendum sur la question de l'adhésion de (notre pays) à l'UE, personnellement, votriez-vous pour ou contre cette adhésion?*



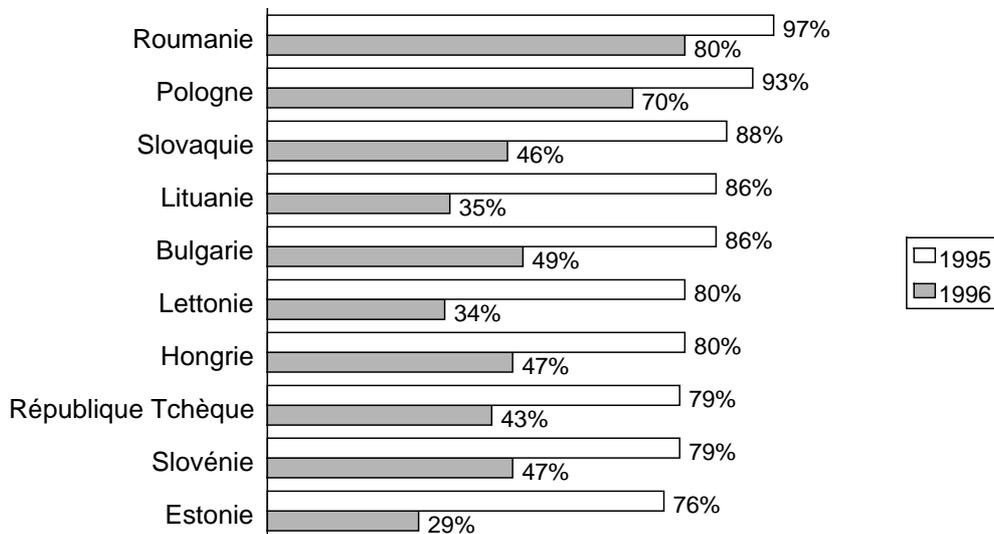
CEEB 7 - novembre-décembre 1996

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

Néanmoins, le nombre de personnes sans opinion sur l'adhésion est assez élevé, ce qui signifie, qu'une fraction importante de la population dans certains pays de l'Est n'a pas encore formé une opinion définitive à propos d'une possible intégration à l'UE. Cependant, si l'on compare les réponses positives à la question de l'adhésion à l'UE, si le référendum avait lieu, sur la base des données des Eurobaromètres d'Europe Centrale et de l'Est de 1996 et de 1995 (n°6 et 5 respectivement), on constate plutôt une diminution de nombre de personnes qui sont prêtes à soutenir l'idée de l'adhésion.

Graphique 22. Evolution de l'appui à l'adhésion à l'UE dans les PECO.

1995-1996



Source: CEEB 7, CEEB 6.

2. Les effets prévisibles de l'adhésion dans les futurs Etats membres

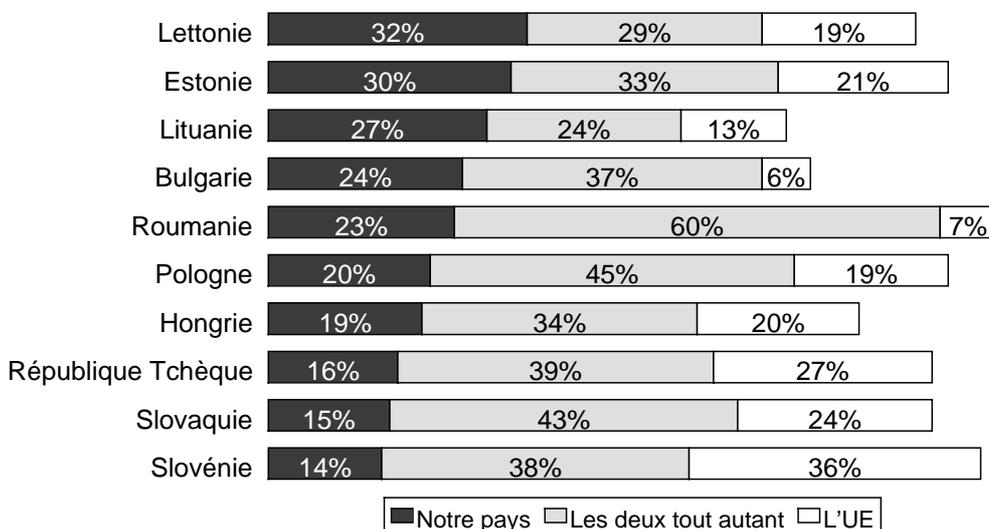
Quel bénéfice les différents pays de l'Est souhaiteraient tirer de l'appartenance à l'UE? Dans les Etats Baltes, un nombre relativement élevé de citoyens est persuadé que l'adhésion à l'UE se révélerait très utile pour le pays (32% en Lettonie, 30% en Estonie, 27% en Lituanie).

La majorité des Roumains (60%), ainsi qu'un grand nombre de Polonais (45%) et de Slovaques (43%) croient aux bénéfices mutuels : ces pays pourront profiter autant de l'Union européenne que cette dernière de l'adhésion de nouveaux membres.

Les réticences les plus grandes sont exprimées en Slovénie et en République Tchèque : 36% de Slovènes et 27% de Tchèques pense que l'adhésion à l'UE ne profiterait qu'à l'Union et non pas à leur propre pays.

Graphique 23. Bénéfices dans les relations avec l'UE.

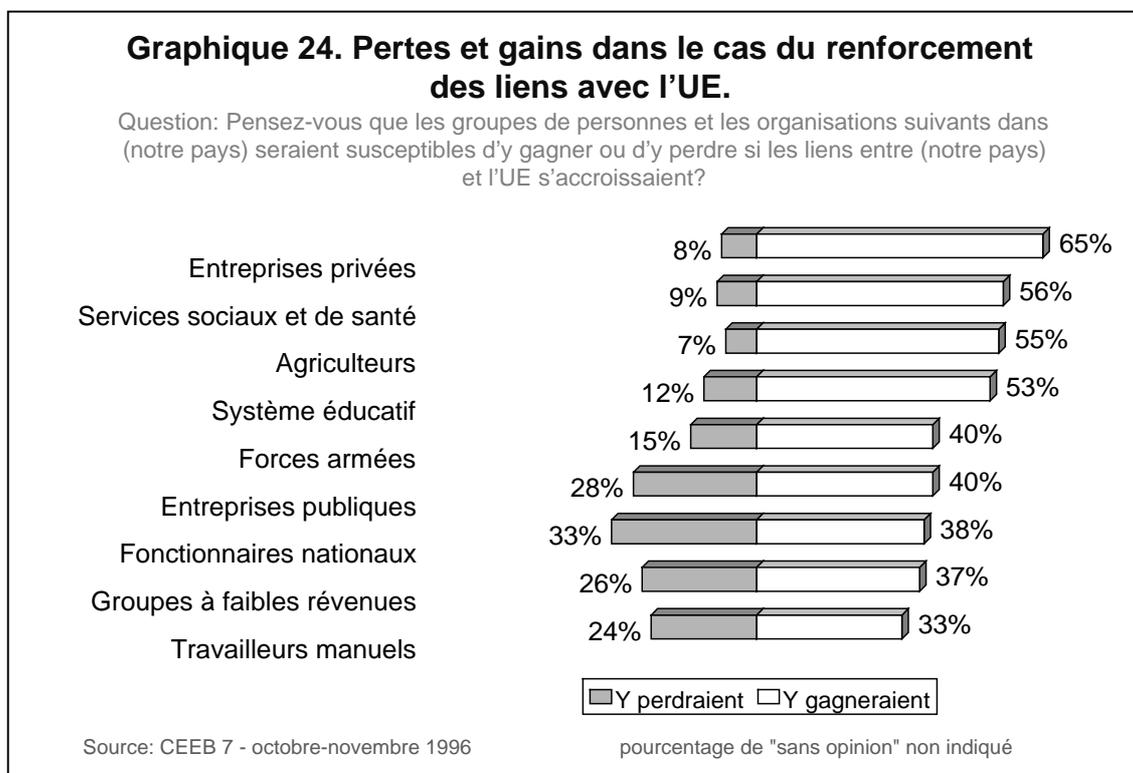
Question: *Qui pensez-vous bénéficier le plus des relations entre (notre pays) et l'Union européenne?*



Source: CEEB 7 - octobre-novembre 1996

pourcentage de "sans opinion" non indiqué

De plus, il serait intéressant de s'interroger sur les bénéfices éventuels de l'adhésion à l'UE en fonction du domaine de la société considéré, ainsi que du groupe d'acteurs sociaux.



D'après les citoyens de ces Etats, parmi les secteurs qui pourront bénéficier le plus du resserrement des liens entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Union européenne se trouve naturellement en premier lieu le secteur des entreprises privées (65% des personnes partagent l'opinion qu'il sera le premier à bénéficier). Le secteur des services sociaux et de santé ainsi que le système éducatif sont considérés aussi comme des bénéficiaires possibles par 56% et 53% de personnes respectivement. 55% pensent que le rapprochement avec l'UE pourra apporter également des améliorations dans le secteur de l'agriculture.

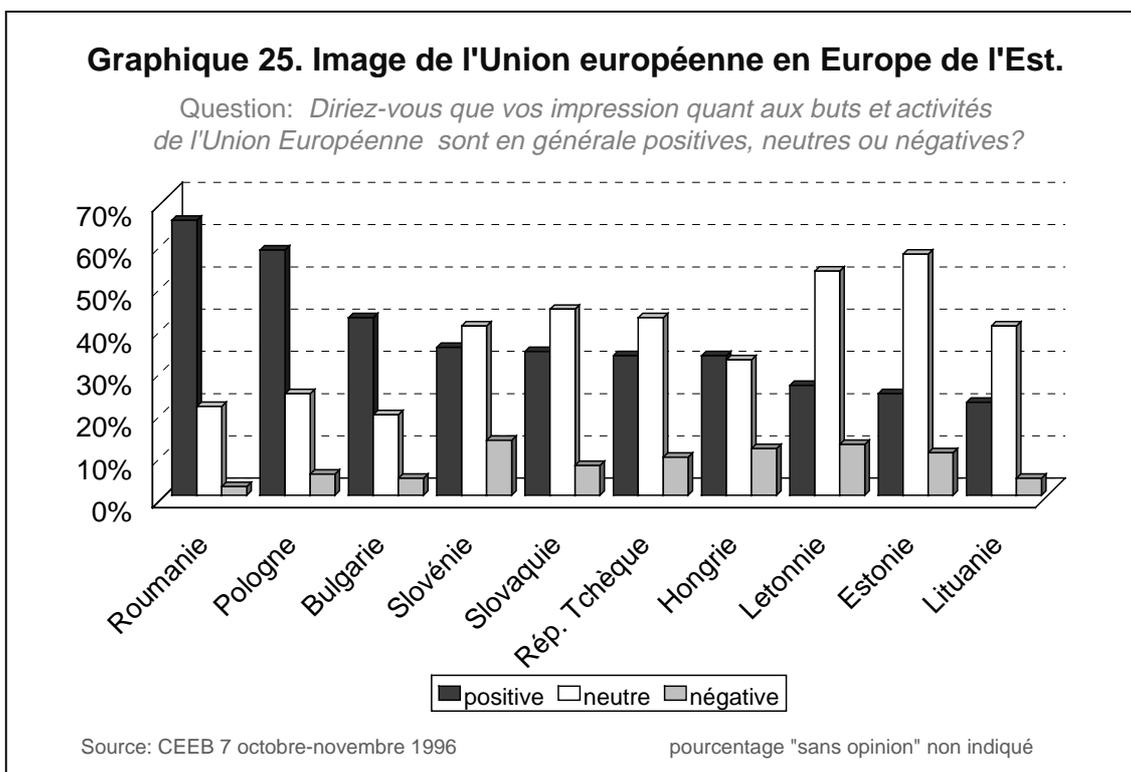
Par contre, certains groupes de personnes comme par exemple les fonctionnaires nationaux, les groupes à faibles revenus, les travailleurs manuels se sentent menacés à un degré plus élevé par une éventuelle adhésion à l'Union européenne.

3. L'appréciation des activités de l'Union européenne

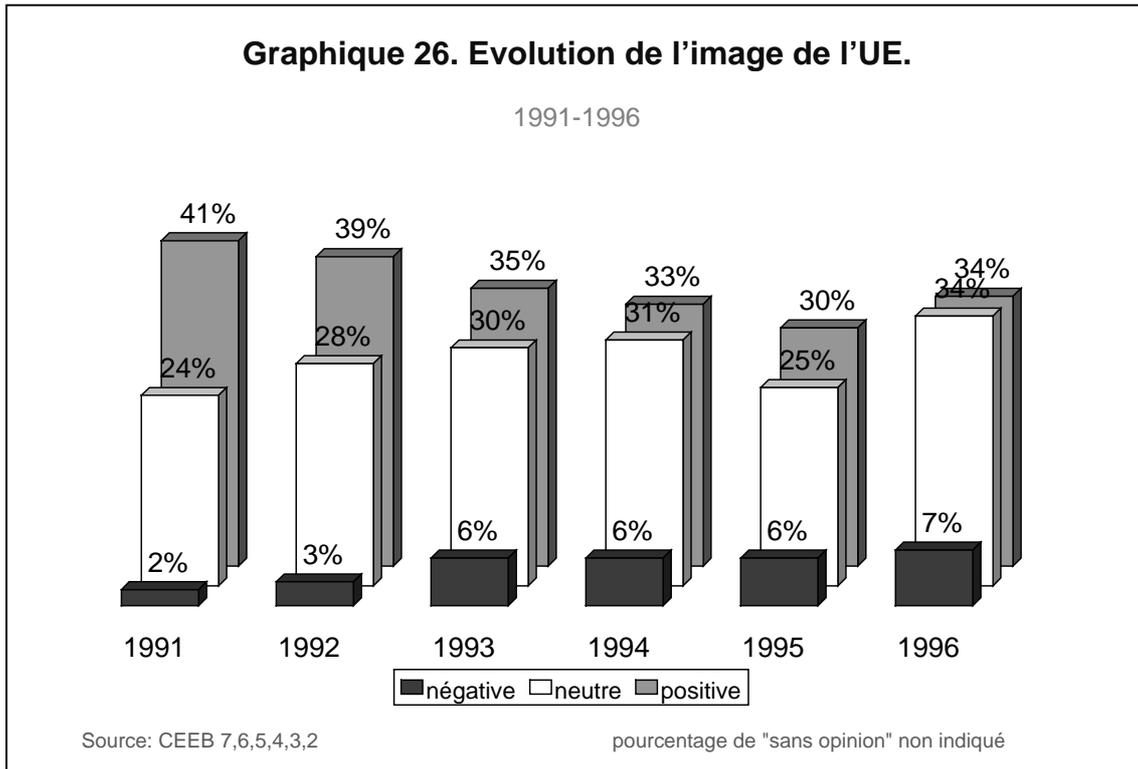
Toutes les craintes et les espoirs quant aux conséquences d'une adhésion éventuelle à l'Union européenne reflètent dans l'image générale que donne l'Union européenne aux citoyens des pays candidats.

L'Union européenne est perçue d'une manière très positive en Roumanie (65%) et en Pologne (58%). En Slovénie, en Slovaquie, en Hongrie et en République Tchèque une proportion allant de 29% à 32% de citoyens considèrent les activités de l'Union comme positives, alors que de 29% à 41% ont une position médiane.

Dans les trois Etats Baltes, la proportion de citoyens qui ont une image neutre de l'UE (entre 38% et 52%) est beaucoup plus élevée que celle des personnes qui interprètent les activités de l'Union européennes comme positives (entre 19% et 22%).



Si l'on analyse l'évolution subie par l'image de l'Union européenne depuis 1991, on pourra constater une diminution de la proportion des citoyens des pays de l'Europe de l'Est qui considèrent les activités et les buts de l'UE comme positifs. En revanche, la proportion de personnes qui ont de l'UE une image négative a légèrement augmenté, ainsi que la proportion de personnes qui ont une image neutre de l'UE.



Cette neutralité peut être interprétée comme la conséquence de l'insuffisance d'information destinée à former l'opinion sur les institutions et les activités de l'Union européenne. Pour confirmer cette hypothèse, il est indispensable d'analyser les sources d'information sur l'UE qui se trouvent à la disposition des citoyens des pays candidats considérés.

4. Les sources d'information sur l'UE

Une analyse détaillée du graphique 3.7. permet de mieux comprendre quels moyens peuvent être utilisés dans la formation de l'image de l'Union européenne. Le rôle le plus important est joué, incontestablement, par les médias nationaux : la télévision nationale est la source d'information la plus importante sur les institutions et les activités de l'Union européenne pour 86% des citoyens dans les pays de l'Europe l'Est. La presse nationale remplit la même fonction pour 64% de citoyens et la radio nationale pour 53%.

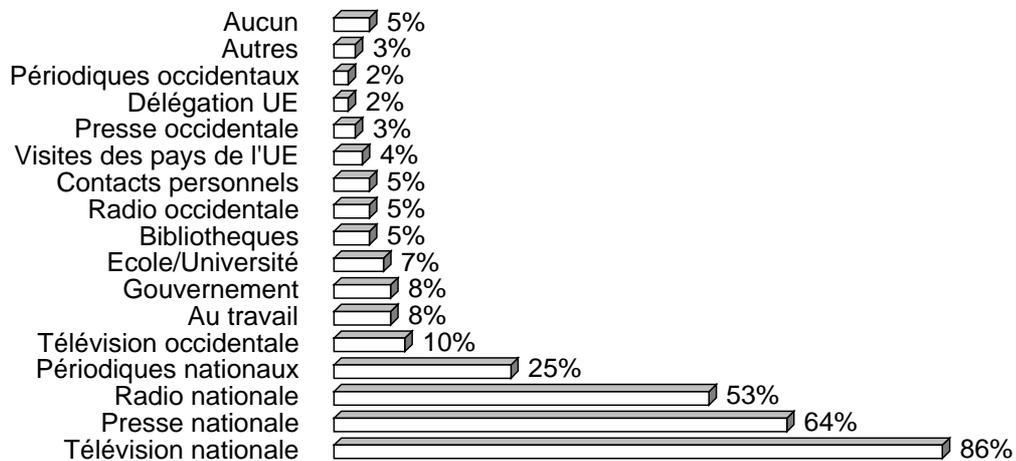
Parmi les autres moyens d'information sur les activités de l'UE sont mentionnés la télévision occidentale (25%), les discussions au travail (10%), le gouvernement (8%), les écoles et les universités (8%).

Les délégations de l'UE dans les pays candidats à l'adhésion servent de source d'information à 3% de citoyens de ces pays. Quasiment, la même proportion de personnes utilise la radio (5%), les périodiques (2%) et la presse (4%) occidentaux.

Enfin, les contacts personnels avec les citoyens de l'UE, ainsi que les visites des pays composant l'Union constituent une source d'information pour 5% de citoyens des pays de l'Est.

Graphique 27. Sources d'information sur l'UE.

Question: *Voici différents moyens par lesquels vous pourriez entendre quelque chose au sujet des activités de l'UE, de ses institutions et de sa politique. Lesquels d'entre eux constituent vos principales sources d'information?*



Source: CEEB 7 - octobre-novembre 1996

V. CONCLUSION

L'analyse effectuée dans ce rapport démontre que l'élargissement de l'Union européenne, initié par les élites politiques des pays membres et soutenu par celles des pays candidats à l'adhésion dans l'UE, n'a pas encore trouvé le soutien qui lui est indispensable dans l'opinion publique.

Les citoyens des pays membres apparaissent finalement plus préoccupés par des problèmes liés à la fonctionnement interne de l'Union européenne. Les citoyens des pays de l'Europe de l'Est ont souvent, quant à eux, une image très partielle et imprécise des institutions et des activités de l'Union européenne.

L'un des enjeux de l'élargissement de l'Union européenne, c'est la naissance d'une nouvelle entité géopolitique, fondée sur le dépassement des limites des Etats-nations, qui à l'origine ont servi de base à la construction européenne. Cette nouvelle étape de l'histoire de l'Europe ne pourra se faire sans une participation active et consciente de la part des acteurs sociaux. Dans le cas contraire, l'absence d'un large consensus au sujet de l'élargissement pourrait susciter un renouveau des tendances séparatistes et nationalistes.

Dans ce contexte il se révèle important de faire plus d'efforts pour mieux préparer l'opinion publique au futur élargissement.

VI. ANNEXES

A. Liste des graphiques.

Graphique 1. Attitudes des européens vis-à-vis de l'élargissement de l'UE.

Graphique 2. Implications budgétaires de l'élargissement.

Graphique 3. Importance des critères d'élargissement.

Graphique 4. Actions prioritaires de l'UE.

Graphique 5. Avenir de l'Union européenne.

Graphique 6. Volonté d'accueillir de nouveaux pays membres à l'UE.

Graphique 7. Opinion des européens au sujet de l'élargissement.

Graphique 8. Soutien à l'adhésion de Chypre.

Graphique 9. Soutien à l'adhésion de l'Estonie.

Graphique 10. Soutien à l'adhésion de la Lettonie.

Graphique 11. Soutien à l'adhésion de la Lituanie.

Graphique 12. Soutien à l'adhésion de la Pologne.

Graphique 13. Soutien à l'adhésion de la Hongrie.

Graphique 14. Soutien à l'adhésion de la République Tchèque.

Graphique 15. Soutien à l'adhésion de la Bulgarie.

Graphique 16. Soutien à l'adhésion de la Slovaquie.

Graphique 17. Soutien à l'adhésion de la Slovénie.

Graphique 18. Soutien à l'adhésion de la Roumanie.

Graphique 19. Soutien à l'adhésion des nouveaux membres à l'UE.

Graphique 20. Soutien à l'adhésion de nouveaux membres.

Graphique 21. Appui à l'adhésion à l'UE dans les pays candidats.

Graphique 22. Evolution de l'appui à l'adhésion à l'UE dans les PECO.

Graphique 23. Bénéfices dans les relations avec l'UE.

Graphique 24. Pertes et gains dans le cas du renforcement des liens avec l'UE.

Graphique 25. Image de l'Union européenne en Europe de l'Est.

Graphique 26. Evolution de l'image de l'UE.

Graphique 27. Sources d'information sur l'UE.

B. Fiches techniques.

1. L'Eurobaromètre standard.

L'Eurobaromètre couvre la population nationale – ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union Européenne – de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'UE. Les interviews sont réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

Coordination: INRA (European Coordination Office SA/NV)

Pays	Institut
Autriche	SPECTRA
Allemagne	INRA DEUTCHLAND
Belgique	MARKETING UNIT
Danemark	GFK DANMARK
Grande Bretagne	INRA UK
Grèce	KEME
Espagne	INRA ESPANA
France	TMO Consultants
Irlande	LANSLOWNE Market Research
Italie	PRAGMA
Luxembourg	ILRES
Pays-Bas	NIPO
Portugal	METRIS
Finlande	MARKETING DEVELOPMENT CENTER
Suède	TEMPO

Eurobaromètre 48.0

Terrain dans l'UE: 12.10 – 16.11.1997
 Nombre total d'interviews: 16.186
 Marge d'erreur: + 3.1%

Eurobaromètre 47.1

Terrain dans l'UE: 26.03 – 29.04.1997
 Nombre total d'interviews: 16.154
 Marge d'erreur: + 3.1%

Eurobaromètre 44.2bis

Terrain dans l'UE: 28.01 – 12.03.1996
 Nombre total d'interviews: 65.000
 Marge d'erreur: + 1.3%

Eurobaromètre 42.0

Terrain dans l'UE: 14.11 – 31.12.1994
 Nombre total d'interviews: 15.667
 Marge d'erreur: +3.1%

2. L'Eurobaromètre: Europe Centrale et de l'Est.

Dans chaque pays , l'échantillon final représente la population adulte âgée d'au moins 15 ans. Les personnes sont interrogées face-à-face dans leur domicile. Les interviews sont réalisées dans la langue nationale appropriée.

Coordination: DG X et Gfk Europe Ad hoc Research.*

Pays	Institut
Bulgarie	GFK BULGARIE
Rép. Tchèque	AISA
Estonie	SAAR POLL Ltd.
Hongrie	MODUS
Lettonie	Latvian Facts
Lituanie	Baltic Survey
Pologne	PENTOR
Roumanie	Research Team Romania
Slovénie	GRAL Marketing
Slovaquie	AISA Slovenska

* dans le tableau ne sont représentés que les pays mentionnés dans le rapport

Eurobaromètre Europe Centrale et de l'Est 7

Terrain : 25.10 – 30.11.1996
 Nombre total de pays : 20
 Nombre total d'interviews : 20.865

Eurobaromètre Europe Centrale et de l'Est 6

Terrain : 30.10 – 29.11. 1995
 Nombre total de pays : 19
 Nombre total d'interviews : 20.278